



Règlement communal relatif à la gestion des déchets

Le Conseil général de la commune de La Grande Béroche

Vu la loi sur les communes du 21 décembre 1964,
Vu la loi concernant le traitement des déchets (LTD), du 13 octobre 1986, et la loi portant
modification de ladite loi, du 29 septembre 2010,
Vu le règlement d'exécution de la loi sur le traitement des déchets (RLTD), du 1^{er} juin 2011,
Sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t e :

Chapitre I - Généralités

Art. 1 Définitions

- a) les déchets urbains: les détritiques produits quotidiennement par les ménages, les objets volumineux à usage domestique et les déchets provenant des entreprises industrielles, artisanales et commerciales assimilables à des déchets des ménages;
- b) les déchets encombrants : déchets urbains, qui en raison de leur forme, volume, poids, ne peuvent pas être contenus dans des sacs poubelles;
- c) les déchets spéciaux: selon les définitions de l'Ordonnance fédérale sur les mouvements de déchets (OMoD), du 22 juin 2005;
- d) les déchets spéciaux des ménages : déchets spéciaux produits en petite quantité par les ménages;
- e) les déchets de chantier : déchets générés dans le cadre des activités de génie civil et du bâtiment ;
- f) les déchets organiques : déchets de cuisine et de jardin.

Art. 2 Principes

¹La commune de La Grande Béroche, ci-après la commune, organise la collecte et le traitement des déchets urbains.

²La commune assure la collecte, le transport et le traitement des déchets de sorte à respecter les normes environnementales, à limiter la consommation d'énergie et à assurer un recyclage optimum des déchets.

³Dans cet ordre d'idée, elle se donne par le présent règlement les moyens de gérer ses déchets de façon à :

- éviter autant que possible la production de déchets ;
- trier les déchets à la source ;
- récupérer les objets réutilisables ;
- recycler les matériaux dans le cadre des possibilités de la technique et conformément aux conditions économiques du moment ;

- réduire le plus possible la quantité de déchets à incinérer ou à mettre en décharge ;
- encourager toute mesure de réduction des déchets et informer la population sur leur gestion.

⁴Toute personne doit déposer ses déchets urbains incinérables dans sa commune de domicile; les déchets valorisables ou recyclables doivent être déposés dans les points de collecte sélective ou à la déchetterie désignés par l'autorité de la commune de domicile.

Art. 3 Information

Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, le service de collecte, les collectes sélectives, les catégories de déchets et leurs caractéristiques.

Chapitre II – Collecte et traitement des déchets

Art. 4 Collecte

¹La commune fixe et publie le mode et la fréquence de la collecte des déchets définis à l'article 1. Elle décide des modalités du service de collecte et de l'endroit où les déchets doivent être déposés.

²Les déchets déposés doivent être conditionnés afin d'éviter tout risque de blessure lors de leur manipulation par le personnel de service.

³La commune désigne les lieux où les déchets incinérables et les déchets recyclables doivent être déposés.

⁴ Elle désigne des centres de dépôts et exige le tri préalable d'autres déchets que ceux énumérés à l'article 9 du présent règlement.

Art. 5 Déchets faisant l'objet d'une élimination particulière

¹Les déchets suivants sont notamment exclus de la collecte :

- déchets spéciaux des ménages;
- matières fécales, cadavres d'animaux, déchets de boucherie et d'abattoir ;
- huiles végétales et minérales ;
- substances explosives et radioactives ;
- déchets de construction et de démolition, terre, cailloux, boue, neige et glace, ferraille et gravats, verrerie et poterie ;
- carcasses de véhicules, batteries et pneus ;
- engins avec moteur ;
- vélos ;
- déchets spéciaux de l'industrie et de l'artisanat.
- appareils électriques et électroniques.

²L'élimination de ces déchets doit s'effectuer conformément aux prescriptions fédérales et cantonales en la matière. Ces déchets sont acheminés à la charge des intéressés dans les centres de tri et chez les repreneurs reconnus par l'Etat ou dans les déchetteries.

Art. 6 Récipients

¹ Seul l'usage des sacs officiels est autorisé dans la commune pour les déchets urbains incinérables. Ils doivent être déposés, fermés, dans les conteneurs prévus à cet effet.

² La commune autorise sur son territoire l'usage des sacs officiels de 17 à 110 litres en se fondant sur les volumes définis dans le règlement d'exécution de la loi concernant le traitement des déchets (RLTD).

³ L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public ou dans les conteneurs est interdit.

⁴ Les déchets organiques doivent être déposés dans les conteneurs autorisés par la commune.

Art. 7 Particularités

¹ Le Conseil communal peut obliger les entreprises industrielles, artisanales ou commerciales qui produisent de très grandes quantités de déchets, assimilables aux déchets urbains incinérables, à les livrer directement aux usines d'incinération qui desservent le périmètre où elles se situent, à leurs frais, conformément aux prescriptions en vigueur, ou à récolter leurs déchets par le biais de containers munis d'un système électronique pour le pesage.

Art. 8 Traitement

Le traitement des déchets se fait conformément aux prescriptions fédérales et cantonales en la matière.

Art. 9 La valorisation

¹ Elle consiste soit à récupérer les déchets urbains, réutilisation de l'objet sans modification, soit à recycler ces derniers, réutilisation de la matière première après transformation.

² Le papier, le carton, le verre, les tôles d'acier, l'aluminium, les déchets organiques (cuisine et jardin), la ferraille, les textiles, le PET et certains autres plastiques sont considérés comme des déchets valorisables ou recyclables. Ils sont collectés dans les points de collecte ou les déchetteries désignés par le Conseil communal, ou lors de collectes spéciales dont le programme est défini par celui-ci.

Chapitre III – Cas particuliers

Art. 10 Déchets encombrants des ménages

¹ Dans des cas particuliers, lors de grosse production de déchets, par exemple lors de débarras de logement, le Conseil communal peut exiger des ménages concernés que ces déchets soient acheminés par les intéressés, à leurs frais, vers un centre de tri reconnu par l'Etat.

² Par contre la récolte des déchets encombrants sera réglée ultérieurement par un arrêté séparé définissant la fréquence, le mode de récolte et la date d'introduction du service à tout le périmètre de la Grande Béroche.

Art. 11 Déchets de jardin

¹ Seules les petites quantités de déchets (max. 1 m³ par collecte) des ménages peuvent être déposés dans les points de collecte de la commune.

² Le compostage est vivement recommandé.

³Les personnes actives à titre professionnel dans les secteurs de l'horticulture, du paysagisme, de l'agriculture, de la viticulture ou de la sylviculture doivent évacuer leurs déchets directement et à leurs frais dans des centres de collecte prévus à cet effet ou les traiter dans les règles de l'art sur leur exploitation.

Art. 12 Incinération des déchets naturels

¹L'incinération en plein air des déchets naturels, provenant des forêts, des champs et des jardins n'est autorisée que si elle respecte les exigences des prescriptions fédérales et cantonales en la matière.

²Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de tels déchets dans certaines zones et durant certaines périodes si l'on peut s'attendre à des immissions excessives.

³Les dispositions plus restrictives de la législation sur la prévention et la défense contre les incendies et les éléments naturels, ainsi que les secours (LPDIENS), sont réservées.

Art. 13 Cadavres d'animaux

Les cadavres d'animaux et autres déchets de boucherie doivent être livrés au centre collecteur cantonal.

Art. 14 Déchets particuliers

Le Conseil communal peut proposer la collecte de certains déchets particuliers et en fixer les modalités.

Art. 15 Manifestations

Le mode de collecte des déchets produits lors du déroulement de manifestations, les filières d'élimination et le financement des coûts de ces opérations sont définis dans l'autorisation délivrée par la commune aux organisateurs.

La valorisation des déchets sera encouragée.

Art. 16 Réclamations

¹Les réclamations ou propositions visant l'enlèvement des déchets en général, ou le personnel qui en est chargé, doivent être adressées par écrit au Conseil communal.

²La commune est autorisée à laisser sur place les récipients trop remplis, défectueux, antihygiéniques ou contenant des déchets non admis. Elle est aussi autorisée à laisser sur place les sacs non officiels qui seraient déposés.

Art. 17 Autres cas

Le Conseil communal est compétent pour traiter tous les cas non prévus par le présent règlement.

Chapitre IV – Déchetteries

Art. 18 Déchetteries

¹Les habitants de la commune utilisent les infrastructures des déchetteries de Bevaix ou Saint-Aubin selon les horaires et les conditions définies par le Conseil communal.

²Ils déposent ces déchets dans les bennes ou les conteneurs mis à leur disposition en respectant impérativement l'affectation de ces derniers.

³Le Conseil communal fixe et publie la liste des déchets qui sont récupérés ainsi que les endroits où ils doivent être déposés.

⁴Les gestionnaires des déchetteries refuseront les déchets prétendument encombrants qui peuvent être conditionnés dans les sacs officiels admis sur le territoire des communes partenaires de la déchetterie. Des sacs officiels seront remis et vendus par le gestionnaire aux personnes qui se présenteraient avec de tels déchets.

Art. 19 Horaires

Les déchetteries sont accessibles au public selon le calendrier et l'horaire édictés par le Conseil communal.

Chapitre V – Eco-points

Art. 20 ¹Les citoyens sont invités à utiliser les écopoints répartis sur le territoire communal et désignés par l'autorité selon les horaires et les conditions définies.

²Les usagers déposent ces déchets dans les bennes ou les conteneurs mis à leur disposition en respectant impérativement l'affectation de ces derniers.

³L'autorité fixe et publie la liste des déchets qui sont récupérés ainsi que les endroits où ils doivent être déposés. Le dépôt des déchets non mentionnés dans cette liste est interdit.

Chapitre VI – Financement

Art. 21 Principes

¹La commune assure le financement de l'élimination des déchets qui lui incombe.

²Pour le financement de l'élimination des déchets urbains des ménages, elle dispose à cet effet :

- de la taxe au sac perçue sur les déchets urbains incinérables,
- d'une part d'impôt de 20% des coûts de gestion,
- de la taxe de base annuelle perçue par habitant, par ménage ou par logement pour couvrir le solde des frais.

³Pour le financement de l'élimination des déchets urbains des entreprises, elle dispose de:

- la taxe au sac ou au poids perçue sur les déchets urbains incinérables,
- la taxe de base annuelle perçue par entreprise selon un ou des critères définis dans le règlement d'application de la loi concernant le traitement des déchets.

Art. 22 Taxe causale

¹La taxe causale couvre les frais d'incinération des déchets urbains, déchets encombrants compris, l'élimination des déchets spéciaux des ménages et les coûts de fabrication des sacs.

²Le montant de taxe restant après financement de l'incinération, et ristourné à la commune par l'entreprise mandatée pour son encaissement, servira en priorité à couvrir les frais de transports des déchets incinérables, et au surplus à financer d'autres frais liés à la gestion et à l'élimination des déchets urbains.

Art. 23 Calcul de la taxe de base

¹Le montant de la taxe de base est calculé chaque année (n) sur la base du dernier exercice comptable bouclé (n-2) et sert à l'établissement du budget (n+1). Il est fixé par le Conseil communal.

²Les comptes relatifs à la gestion des déchets urbains ayant servis au calcul de la taxe de base peuvent être consultés par les citoyens.

³La taxe de base et l'impôt couvrent le solde des coûts de transport, la valorisation ou le recyclage des déchets urbains, l'élimination des déchets spéciaux des ménages, l'information, les charges administratives et de personnel.

⁴Le Conseil communal informe le service des communes avant le 31 octobre du montant de la taxe de base applicable l'année suivante et des bases de calcul.

Art. 24 Perception de la taxe de base

¹La taxe de base des personnes physiques est perçue par habitant, par logement ou par ménage selon l'échelle pondérée suivante:

- a) 1 unité pour un ménage d'une personne;
- b) 1,8 unités pour un ménage de 2 personnes;
- c) 2,4 unités pour un ménage de 3 personnes;
- d) 2,8 unités pour un ménage de 4 personnes;
- e) 3 unités pour un ménage de 5 personnes ou plus.

²La taxe de base des entreprises est perçue en fonction de la taille et du type d'activité de l'entreprise (ou autres catégories selon RLTD).

³La taxe de base est perçue chaque année auprès des personnes physiques et morales, conformément à la situation arrêtée au 31 décembre de l'année précédente.

⁴La taxe par ménage est également due par les propriétaires de résidence secondaire quelle que soit la durée d'occupation, sous forme de forfait calqué sur la taxe annuelle pour un ménage de 2 personnes.

Art. 25 Participation de l'impôt

Le pourcentage de participation de l'impôt au financement des coûts d'élimination des déchets urbains provenant des ménages est fixé à 20%.

Art. 26 Exonération

¹Les établissements, commerces ou entreprises qui ont reçu l'autorisation du Conseil communal d'éliminer par leurs propres moyens leurs déchets urbains incinérables et qui de même valorisent leurs autres déchets urbains, à leurs frais, sans utiliser les infrastructures communales, sont exonérées.

Art. 27 Facturation

Le mode de facturation est défini par le Conseil communal.

Art. 28 Cas particuliers

Pour tenir compte de certaines situations sociales, la commune peut prendre des dispositions particulières.

Chapitre VII - Dispositions finales

Art.29 Dépôts de déchets non autorisés

¹ Les déchets déposés en violation des horaires et des modalités de collecte seront enlevés aux frais du contrevenant.

² Il sera perçu un émolument en application du règlement concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux du 11 décembre 2017.

Art. 30 Infractions et pénalités

¹Le Conseil communal est compétent pour sanctionner les contrevenants à la loi concernant le traitement des déchets et à son règlement d'application selon l'arrêté concernant les infractions pouvant être sanctionnées selon un tarif.

²Le Conseil communal assermente les personnes qui seront habilitées à constater les infractions.

³ Les personnes assermentées pourront, par deux, dresser un procès-verbal de contravention lorsqu'une personne sera prise en flagrant délit.

⁴ Le Conseil communal prendra un arrêté désignant les personnes assermentées.

⁵Le Conseil communal peut dénoncer au Ministère public les contrevenants à la loi, et en particulier toute élimination illégale de déchets sur son territoire.

⁶ Demeure réservée la répression d'infractions aux prescriptions de la législation cantonale et fédérale.

Art.31 Abrogation, entrée en vigueur

¹Le présent règlement abroge toutes dispositions antérieures et contraires, notamment les dispositions relatives à la gestion des déchets des communes de Bevaix, Fresens, Gorgier, Montalchez, Saint-Aubin-Sauges et Vaumarcus.

¹Le présent règlement entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2018.

² Il sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat, à l'expiration du délai référendaire.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL
La présidente
Nicole Vauthier
Le secrétaire
Alain Perret

Bevaix, le 22 octobre 2018